

Interview de M. François Hollande, Président de la République, sur la Nouvelle- Calédonie, à Nouméa le 16 novembre 2014.

JOURNALISTE

Mesdames, Messieurs bonsoir,
Monsieur le Président bonsoir,

Vous avez bien voulu nous accorder cet entretien ici, dans ce lieu symbolique, qui est le centre culturel Tjibaou.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Bonsoir,

JOURNALISTE

Vous venez de passer une soirée et une journée en Nouvelle-Calédonie, un pays que vous ne connaissiez que par hommes, femmes et dossiers interposés. Est-ce que cette incursion dans la vraie vie, dans la vie calédonienne et océanienne, a aujourd'hui conforté ou modifié votre perception ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La Nouvelle-Calédonie est un territoire qui connaît un développement tout à fait exceptionnel et dont les Calédoniens n'ont pas forcément eux-mêmes conscience. J'ai vu cette usine dans la province nord qui est la plus belle usine qui ait été créée ces dernières années. Pas simplement en Nouvelle-Calédonie, mais dans l'ensemble de la région et en France. J'ai vu des complexes touristiques qui sont aussi d'une exceptionnelle qualité. Je suis au centre Tjibaou qui est un établissement culturel de très grand rayonnement. Il y a également un niveau de formation en Nouvelle-Calédonie ! Et il y a aussi beaucoup de problèmes L'objectif de ce déplacement, c'est de voir les réussites et de ne pas ignorer les problèmes : problèmes de sécurité et de délinquance, problèmes de formation des jeunes, problème également d'inégalités

JOURNALISTE

Votre ressenti du pays ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vous avez raison de dire qu'il y a ce que l'on voit à travers les dossiers, les textes (je suis chargé de les faire appliquer) Et puis il y a la réalité humaine. J'ai eu beaucoup d'émotion lorsque j'ai rendu hommage à Jacques LAFLEUR, puis à Jean-Marie TJIBAOU avec Madame TJIBAOU et avec Madame LAFLEUR la fille de Jacques LAFLEUR qui m'ont accompagné aussi. J'ai eu de l'émotion en allant dans le village de Jean-Marie TJIBAOU. Je voulais rendre hommage à tous les Calédoniens qui ont donné leur vie pour la France. J'ai donc eu beaucoup d'émotion par rapport à l'histoire. Mais j'ai eu aussi beaucoup d'émotion par rapport à ce que la société calédonienne est capable de créer. J'ai vu beaucoup de jeunes qui m'ont dit ce qu'ils faisaient, ce qu'ils redoutaient, ce qu'ils espéraient. J'ai vu aussi beaucoup d'initiatives. Je pars du territoire dans quelques heures avec une grande confiance, à une seule condition : c'est que le dialogue se poursuive et qu'il y ait cette volonté de trouver des solutions. Je n'oublie pas, qu'il y a 25 ans, il s'est produit un certain nombre d'événements ici que nous ne voulons plus revoir et qu'il faut donc dépasser.

JOURNALISTE

Vous parlez de solution, on va parler solution institutionnelle. Rarement un chef de l'Etat aura été aussi ému de dire « désiré » en Nouvelle-Calédonie. Les sollicitations sont fortes de part et

aussi, j'ai envie de dire, « desiré » en Nouvelle-Calédonie. Les sollicitations sont fortes de part et d'autre pour que vous vous prononciez davantage plus clairement. La question est simple : est-ce que vous êtes plutôt pour une Calédonie indépendante ou pour une Calédonie qui conserve des liens plus ou moins forts avec la France ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La France sera toujours présente aux côtés de la Nouvelle-Calédonie. Mais ce seront les Calédoniens qui répondront à cette question

JOURNALISTE

Quel que soit le futur statut ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Quel que soit le futur statut, au plus tard en 2018. Mon rôle ce n'est pas de donner ma solution. On dirait alors : si l'Etat a déjà une solution, pourquoi faut-il continuer les discussions ? Pourquoi faudrait-il une consultation, si l'Etat a déjà dit ce qui devrait être l'avenir ? Mon rôle, comme Président de la République, comme d'ailleurs mes prédécesseurs l'avaient également exprimé, c'est de faire respecter la parole de la France dans les accords de Matignon et l'accord de Nouméa.

JOURNALISTE

Cela dit, est-ce que vous auriez une petite préférence ? Il y a deux grandes hypothèses de sortie : répondre aux questions formulées dans l'accord ou alors trouver une solution consensuelle. Est-ce que, là, vous auriez une préférence ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

C'est toujours mieux d'avoir une solution consensuelle. Je dois y travailler. Quand je dis une solution consensuelle, je pense à une consultation sur des questions qui puissent rassembler. Parce que si cette consultation doit diviser, elle permettra de trouver une solution, mais on sait bien qu'il y aura de la frustration chez les uns ou chez les autres. Pendant trois ans, on doit donc travailler et l'Etat doit accompagner, faciliter, aider et montrer qu'il sera toujours là, que la France sera toujours là.

JOURNALISTE

Nous allons aborder un chapitre dont vous avez commencé à parler un petit peu : l'économie et puis la jeunesse et le social.

JOURNALISTE

Monsieur le Président, ma question porte sur la jeunesse, en particulier sur la formation. Est-ce que l'Etat s'engage à pérenniser certains dispositifs comme le programme « cadres avenir » ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Ma réponse est oui. C'était un très bon programme. Je suis allé dans l'usine de la province nord. J'ai vu beaucoup de jeunes Calédoniens de toutes les provinces. Ils avaient reçu par cette formation la qualification qui leur permettait d'avoir un véritable emploi, un bon emploi. Puis, il y a aussi beaucoup d'emplois qui sont dans la fonction publique et dans le secteur public. Ils doivent être pourvus par des Calédoniens. Ce programme sera donc renforcé. Je veux aussi que l'université de Nouvelle-Calédonie soit également dotée de moyens supplémentaires notamment pour l'IUT.

JOURNALISTE

A côté de cela Monsieur le Président, il y a une jeunesse qui est laissée au bord de la route. Je pense notamment la jeunesse kanak et océanienne. Quel type de coopération peut-on envisager entre la Nouvelle-Calédonie et l'Etat pour les accompagner ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

C'est une vraie inquiétude. Il y a une partie de la jeunesse kanak qui est à côté, soit parce qu'elle s'est séparée, soit parce qu'on l'a mise de côté. C'est un danger pour l'ensemble de la société calédonienne, un problème de sécurité qu'il faut régler. Il y a eu des demandes. Je trouve légitime que l'on puisse renforcer les polices municipales, que les moyens de l'Etat puissent être déployés. Je regarde aussi une proposition qui m'a été faite d'un centre d'éducation fermé. Je pense que cela fait partie de ce que nous pouvons faire. Mais, en même temps, il faut apporter de la formation, de la qualification et des logements, parce qu'il y a aussi ce problème-là. Je ressors

de cette visite en étant extrêmement mobilisé sur l'avenir de la jeunesse calédonienne et ce décrochage. Nous ne pouvons pas le laisser perdurer. C'est trop dangereux.

JOURNALISTE

Autre thème, Monsieur le Président, le nickel. Une question récurrente, soutenue par les parties indépendantistes et calédoniennes ensemble, c'est que la Nouvelle-Calédonie soit majoritaire dans le capital de la SLN. Quelle est votre position ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Je considère légitime cette revendication, cette proposition. La meilleure preuve, c'est qu'en étant majoritaire dans cette société, cela n'a pas empêché des investisseurs privés de mettre 7 milliards de dollars dans cette usine. Ce qui compte, l'investisseur privé me l'a très bien dit, c'est avoir une visibilité. C'est là que cette question de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie est tout à fait essentielle sur le plan économique. On ne peut pas vivre dans l'incertitude. Donc, un moment, il faut aussi que ces questions soient réglées. Je pense que les investisseurs ont parfaitement compris que, dans le cadre d'une maîtrise par les Calédoniens de leur avenir, notamment pour le nickel, il y avait place pour de l'engagement et de l'investissement dans la durée.

JOURNALISTE

Beaucoup a été accompli, beaucoup reste à faire. La France s'est engagée ici en Calédonie, dans une démarche tout à fait originale : une décolonisation dans le cadre des institutions de la République. Quelle serait pour vous une décolonisation réussie ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

On a connu des décolonisations ratées, c'est-à-dire un départ et ensuite un déclin et des antagonismes. C'est pour cela que je préfère parler d'émancipation. Il faut que la société calédonienne trouve, par elle-même, les solutions pour son avenir. Elle doit définir un projet. La France doit transférer ses compétences et ses responsabilités. C'est prévu. Et à un moment, la question sera posée au Calédoniens : qu'est-ce que l'Etat garde comme compétence et comme prérogative, ici, en Nouvelle-Calédonie ?

Je suis allé dans la Communauté du Pacifique, demain je serai en Australie. Ce qui m'a frappé, c'est qu'il y a quelques années la présence de la France dans cette région n'était pas admise, n'était pas comprise. Aujourd'hui, elle est demandée, elle est espérée. Parce que la France joue un rôle de stabilité, de sécurité, de développement et de lutte contre le réchauffement climatique. C'est pourquoi c'est très important que les Calédoniens trouvent ensemble des solutions et que la France reste présente de toute façon, au-delà même de ce que pourra décider une majorité de Calédoniens.

JOURNALISTE

Malheureusement Monsieur le Président le temps passe très vite. On va peut-être aborder rapidement une dernière question concernant le réchauffement climatique. Monsieur le Président, le climat, la mer, la terre sont des choses qui sont en nous... On a besoin de cadres internationaux. La France a signé le protocole de Kyoto. Est-ce qu'un jour la Nouvelle-Calédonie sera intégrée dans ce protocole de Kyoto ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La France va préparer la conférence sur le climat en décembre 2015. Il y aura un engagement qui portera sur la France, en tant que telle, si l'accord est signé. Ce sera un accord qui obligera chaque pays à diminuer ses émissions de gaz carbonique. Pour la France, il y aura une partie qui concernera la Nouvelle-Calédonie. Je suis particulièrement attentif à ces parties du Pacifique et de l'Océanie. C'est là qu'il peut y avoir les catastrophes les plus grandes, notamment la disparition de certaines îles et la biodiversité qui serait effacée. La Calédonie sera partie prenante du futur accord sur le climat. Parce que la Calédonie est précisément un enjeu majeur pour le climat.

JOURNALISTE

Monsieur le Président merci. Vous nous quittez demain matin.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Soyez fiers de ce qui s'est passé depuis 25 ans en Nouvelle-Calédonie. Il faut que les Néo-

calédoniens se disent qu'ils ont connu le pire, un moment, et n'ont pas encore forcément connu le meilleur. Ils ont fait tellement de progrès ! Et ils l'ont fait ensemble ce progrès. C'est ensemble qu'ils doivent préparer maintenant leur avenir.

JOURNALISTE

Merci.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Merci à vous.